



LIMINAIRE

CSAL DU 19 NOVEMBRE 2024

Mme La Présidente,

Avant de débiter ce CSAL, nous nous devons de revenir sur la situation politique et économique que vit le pays, car elle n'est pas sans conséquence sur notre administration et le quotidien des agents qui la font vivre.

Alors que les dernières élections législatives ont vu un « front républicain » empêcher l'extrême-droite de parvenir à Matignon, c'est l'extrême droite qui s'installe place Beauvau et c'est le rassemblement national qui co-désigne le Premier Ministre.

Le fait que le Premier Ministre choisi par Emmanuel Macron et Marine Le Pen soit issu du groupe parlementaire le plus faiblement représenté à l'Assemblée nationale et ayant recueilli 5 % des voix aux élections en dit long sur l'état de délabrement de la V^e République, dont la constitution permet au Président monarque d'agir en ignorant le vote de millions de Français et les conditions de ce vote.

Les discussions parlementaires sur le projet de loi de Finances pour l'année 2025 et son budget sont en cours avec pour leitmotiv du gouvernement de Michel Barnier la recherche de substantielles économies pour parvenir à un effort global de 60 milliards d'euros. Comme on pouvait s'y attendre de ce gouvernement, la plupart de ces dernières se feront sur le dos des salariés, des retraités et des services publics.

Pour la CGT, ce projet de loi de Finances n'est pas une surprise mais un scandale.

C'est l'austérité à tous les étages pour rattraper des décisions politiques qui ont entraîné une baisse des recettes de l'État au profit des plus riches.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la note !

Ce projet de loi de Finances est constitué de nombreuses mesures régressives inacceptables. Au contraire, il faut un PLF porteur d'investissements massifs dans nos services publics et nos infrastructures pour préparer l'avenir.

Pour financer un tel budget, la CGT propose une réforme fiscale qui permettrait plus de justice fiscale avec notamment le rétablissement des impôts pour les entreprises (impôt sur les sociétés et CVAE), une taxation dissuasive des dividendes et des rachats d'actions, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, une meilleure progressivité de l'Impôt sur le Revenu, la suppression de la TVA sur les produits de 1^{re} nécessité, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (90 milliards annuels), la conditionnalité des 175 milliards d'aides publiques annuelles aux entreprises et l'élargissement de la taxe sur les activités polluantes pour inciter à la transition écologique.

Comme toujours, le ministère des Finances sera exemplaire dans la cure d'austérité avec la reprise des suppressions d'emplois et des coupes budgétaires drastiques.

La DGFIP prévoit une suppression de 730 postes dans les directions départementales, c'est à dire au plus près de nos usagers, au cœur même du service public. En totale opposition avec le COM actuel ! Donc encore moins de moyens ! Qu'en sera-t-il des objectifs ? Seront-ils eux aussi revus à la baisse. Rien n'est moins sûr ! Il n'y qu'à écouter les déclarations du Ministre de la Fonction Publique, qui promet le démantèlement de la bureaucratie sous prétexte de la rendre plus efficiente : Trois jours de carence sur les arrêts maladie, gel du point d'indice, suppression de la GIPA et au niveau de notre Direction, suppression totale des ponts naturels ! **On ne peut décemment pas demander aux agents d'en faire toujours plus avec toujours moins dans un tel climat de mépris et de provocation !!**

Au niveau local, la CGT regrette que l'une de vos premières actions ait été d'envoyer un courrier signé de votre main aux agents qui ne pointaient pas durant la pause méridienne.

Cette absence de pointage n'est en rien de la tricherie, les menaces comminatoires de votre lettre ont un relent de suspicion et d'infantilisation qui a choqué l'ensemble des collègues concernés ou pas.

Vous avez également été réticente à allumer le chauffage dans les locaux de la DDFIP avec des températures matinales de 6 degrés, soit 17 degrés dans les bureaux. Allumer le chauffage le 13 au lieu du 18 novembre ne mettront pas mis en péril les finances de la France.

Et en matière de morosité, les restrictions de chauffage ont jeté un froid.

La CGT FINANCES PUBLIQUES DU TARN le dénonce et regrette que l'humain soit plus au centre de vos discours que de vos actes.

La communication et la transparence sont, semble-t'il, des problématiques récurrentes à de nombreux égards. Les points à l'ordre du jour en sont d'ailleurs une preuve flagrante.

Un appel à consultation des agents du CFIP de la rue du Roc non relayé et non exécuté, des modifications sur l'accueil physique des SIE qui viennent contredire des propos tenus aux agents il y a quelques jours à peine un bilan du télétravail qui passe sous silence les résultats de l'enquête menée par le groupe de travail : le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il serait bon de ne pas considérer nos instances comme des simples chambres d'enregistrements.